

André CHASSAIGNE
Député du Puy-de-Dôme
Président du Groupe de la Gauche
Démocrate et Républicaine
3, route des Trois Ponts
63300 THIERS

Le 16 juin 2021

Monsieur Jean-Baptiste DJEBBARI
Ministre délégué auprès de la Ministre de la
Transition écologique, chargé des Transports
Hôtel de Roquelaure
246, boulevard Saint-Germain
75007 PARIS

Objet : appel d'offre régional
Nos références : LC/AC/2235

Monsieur le Ministre,

Je souhaite attirer votre attention sur les conséquences du résultat de l'appel d'offre émis par la région Auvergne Rhône-Alpes dans le cadre des transports scolaires et des lignes régulières.

Plusieurs entreprises locales de transports m'ont fait part de leurs inquiétudes. Ces six entreprises emploient plus de cent personnes.

Outre les risques pesant sur ces sociétés avec une prévision de trois dépôts de bilan et pour les autres de nombreux licenciements de personnels administratifs, commerciaux et de maintenance, ces entreprises se disent très inquiètes du service rendu par la nouvelle société entrante, ayant des prétentions inférieures en moyenne de 28% qui peuvent laisser présumer une vente à perte.

En effet, en plus du manque de références dans le domaine du transport scolaire et de garantie financière, elles dénoncent, chez l'entreprise retenue, un nombre de véhicules très largement inférieur aux besoins du territoire, une absence de parc local de maintenance et de service de ressources humaines étant en capacité d'effectuer le transfert des personnels avec le maintien des conditions salariales pour les personnels concernés.

De plus, elles précisent que le positionnement commercial de cette entreprise ne permettra plus l'organisation de voyages périscolaires.

Enfin, elles dénoncent une communication de l'entreprise entrante sur ses gains de marché avant la finalisation de la procédure.

Les élus locaux soulignent de plus un éloignement de la société attributrice, ne permettant pas les ajustements de proximité en lien avec les évolutions des dessertes.

Au regard des arguments avancés par ces entreprises locales, je vous sollicite pour que les services d'Etat puissent étudier l'éventualité d'une remise en cause du résultat de cet appel d'offre.

Dans l'attente, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en l'expression de mes sentiments les meilleurs.



André CHASSAIGNE